

**MESSAGE N° 270** 27 juin 2006  
**du Conseil d'Etat au Grand Conseil**  
**accompagnant le projet de loi modifiant**  
**la loi sur le personnel de l'Etat**

Nous avons l'honneur de vous soumettre un projet de loi modifiant la loi du 17 octobre 2001 sur le personnel de l'Etat (RSF 122.70.1; ci-après LPers). Le présent message est articulé de la manière suivante:

- 1. Présentation générale**
  - 1.1 *Origine de la proposition*
  - 1.2 *Avant-projet mis en consultation*
  - 1.3 *Contenu général du projet*
- 2. Conséquences et autres aspects du projet (art. 66 LRGC)**
- 3. Commentaire des dispositions**
- 4. Conclusion**

## **1. PRÉSENTATION GÉNÉRALE**

### **1.1 Origine de la proposition**

En 2003, la Fédération des associations du personnel des services publics du canton de Fribourg (FEDE) a déposé auprès de la Délégation du Conseil d'Etat pour les questions de personnel (DCE) une demande de pouvoir introduire un système permanent de financement de la FEDE reposant sur l'idée d'une «contribution de solidarité» prélevée auprès du personnel de l'Etat (faisant partie, ou non, des associations du personnel). La demande était motivée, d'une part, par les difficultés de pouvoir assurer une défense professionnelle des intérêts du personnel de l'Etat et, d'autre part, par le constat que le personnel ne faisant pas partie des associations du personnel bénéficiait également des résultats des négociations menées par la FEDE avec l'Etat-employeur, sans toutefois avoir contribué au fonctionnement de la FEDE comme le personnel membre des associations du personnel faisant partie de la FEDE. La DCE a considéré que les arguments de la FEDE plaidaient en faveur d'une entrée en matière sur cette proposition. En conséquence, sur mandat de la DCE, le Service du personnel et d'organisation (SPO) a fait une analyse juridique et est arrivé à la conclusion que l'introduction d'une «contribution de solidarité», telle que demandée par la FEDE, exigeait une base légale au sens formel du terme, donc, une modification de la loi du 17 octobre 2001 sur le personnel de l'Etat (LPers; RSF 122.70.1).

Le SPO a dès lors élaboré un premier avant-projet de base légale au sens formel du terme, asseyant le principe d'une contribution facultative de solidarité du personnel en faveur des associations de personnel reconnues comme partenaires dans les procédures de consultation ou dans les procédures de négociations décidées par le Conseil d'Etat. Une première consultation informelle, à laquelle ont participé la FEDE et l'Association des magistrats et cadres supérieurs (ci-après: Association), s'est déroulée en juin 2005. L'Association s'est déclarée défavorable au principe. Elle relevait qu'elle prélevait auprès de ses membres une cotisation indépendamment de l'Etat et que ce système était suffisant et donnait entière satisfaction. L'Association a considéré que le projet constituait une ingérence de l'Etat dans les activités des associations du personnel. En conséquence, elle n'a pas souhaité figurer

comme bénéficiaire de ladite contribution. En revanche, la FEDE s'est déclarée favorable dans ses grandes lignes au projet.

### **1.2 Avant-projet mis en consultation**

Sur la base des résultats de cette procédure de consultation informelle, le Conseil d'Etat a, le 10 octobre 2005, autorisé la Direction des finances à mettre en consultation un nouvel avant-projet d'article 128a LPers. L'avant-projet mis en consultation asseyait le principe d'une contribution de solidarité facultative, prélevée automatiquement sur le salaire du personnel. Il était prévu que celui-ci pouvait toutefois refuser de verser cette contribution moyennant un acte écrit de sa part. L'avant-projet mis en consultation concrétisait donc le principe de l'acceptation présumée de la contribution de solidarité. La consultation s'est déroulée de novembre 2005 à fin janvier 2006. Conformément à l'article 123 al. 2 LPers, l'avant-projet a été mis en consultation auprès des Directions, des établissements et des services, des associations de personnel et du personnel. Lors de cette mise en consultation, l'attention des chefs et cheffes des unités consultées (unités administratives et unités rattachées administrativement) a été attirée sur le fait qu'ils ou elles devaient consulter leur personnel pour savoir s'il acceptait la contribution et ses modalités. La réponse à la consultation donnée par chaque unité devait donc refléter les diverses opinions et donner la tendance majoritaire.

Or, la participation du personnel à cette consultation s'est révélée relativement insatisfaisante. D'une part, certaines unités administratives n'ont pas réellement procédé à la consultation de leur personnel se contentant de donner l'avis de la direction du service ou de la commission de personnel instituée; d'autre part, dans les secteurs où chaque membre du personnel a effectivement été consulté (tel fut notamment le cas du personnel enseignant dépendant de la Direction de l'instruction publique, des affaires culturelles et du sport), le taux de participation n'était souvent pas suffisant pour être réellement représentatif de l'ensemble du personnel.

Malgré les difficultés évoquées ci-dessus, sur le principe de la contribution de solidarité, il s'est dégagé une tendance majoritaire favorable à cette dernière. S'agissant des modalités de perception de la contribution, les avis étaient plus partagés. De nombreux avis ont critiqué le fait que la contribution de solidarité était présumée acceptée par le personnel et que celui-ci devait déclarer expressément son refus. D'autres critiques ont visé la dénomination de contribution de solidarité; il a été proposé, comme solution de rechange, les termes de «contribution de soutien». Plutôt que l'introduction d'une contribution de solidarité, certaines instances consultées ont proposé d'augmenter la subvention annuelle de l'Etat en faveur de la FEDE. Une instance consultée et un avis minoritaire de la Commission consultative permanente pour les questions de personnel ont soutenu, comme alternative, le recours à un système de commission du personnel; cette commission serait alors considérée comme le partenaire du Conseil d'Etat et de la DCE pour les questions de personnel dans les consultations et les «discussions/négociations» avec le personnel.

### **1.3 Contenu général du projet**

Le projet qui vous est soumis tient compte des résultats de la procédure de consultation. Il assoit le principe d'une contribution de soutien facultative. Cette contribution est

prélevée automatiquement sur le salaire du personnel. Toutefois, celui-ci peut refuser de la verser moyennant un acte écrit de sa part. L'acceptation du versement de la contribution est ainsi présumée. Le montant de la contribution ainsi que les modalités de sa perception sont renvoyés au niveau du règlement.

Cette contribution de soutien offre les avantages suivants:

- 1) Elle permet à la FEDE de disposer d'une structure indépendante et d'assurer ainsi sa pérennité.
- 2) De ce fait, l'ensemble du personnel de l'Etat bénéficie directement et régulièrement des résultats des négociations de la FEDE avec le Conseil d'Etat (par exemple, compensation du renchérissement).
- 3) L'ensemble du personnel de l'Etat participe au financement de la FEDE, alors qu'aujourd'hui seules les personnes membres d'une association affiliée à la FEDE y contribuent. Il faut reconnaître à ce sujet que la situation actuelle a un aspect contradictoire, dans le sens qu'une majorité du personnel de l'Etat bénéficie, sans aucun soutien et effort, des résultats obtenus par une minorité. La contribution de soutien mettra fin à cette situation.
- 4) Les cotisations annuelles versées par les membres aux associations devraient pouvoir être réduites.

Le projet présenté est en outre conforme aux dispositions en matière de protection des données. En effet, la mise en œuvre de la perception de cette contribution incombera au SPO et aux entités de gestion. Toutes les données nécessaires à la perception de cette contribution, données sensibles, seront traitées confidentiellement. Aucun fichier du personnel (acceptant ou non de verser ladite contribution) ne sera constitué. Aucune information, en relation avec la perception de ladite contribution, ne sera transmise à des tiers. La FEDE ne recevra qu'un montant global et ignorera le nom des personnes qui ont accepté de payer la contribution. Enfin, dans la réglementation d'exécution future, mention sera faite que la perception de la contribution respectera les dispositions en matière de protection des données.

## 2. CONSÉQUENCES ET AUTRES ASPECTS DU PROJET (ART. 66 LRGC)

Les travaux en relation avec la perception de cette contribution, qui incomberont au SPO et aux entités de gestion, ne devraient pas nécessiter l'engagement de personnel supplémentaire. Cependant, force est d'admettre qu'il s'agit de nouvelles prestations à fournir par les services étatiques et que, cumulées avec d'autres tâches nouvelles confiées à ces mêmes services, la nécessité de la création de postes supplémentaires de travail pourrait se faire sentir.

Le présent projet ne pose pas de difficultés sous l'angle de la répartition des tâches Etat-communes.

Il respecte la nouvelle Constitution cantonale, en particulier les articles 12 (respect de la vie privée) et 15 (liberté de conscience et de croyance), dès lors que la mise en œuvre de la perception de la contribution de soutien reste conforme aux dispositions en matière de protection des données. De même, le présent projet respecte l'article 23 (liberté d'association): en effet, d'une part, le présent projet introduit une base légale au sens formel, d'autre part, il ne fonde pas une obligation pour le membre du personnel de faire partie d'une association ni celle de verser la contribution de soutien.

Enfin, le présent projet est en conformité avec le droit européen.

## 3. COMMENTAIRE DES DISPOSITIONS

### Article 128 titre médian (nouveau)

#### Partenaires reconnus

L'introduction d'un nouvel article dans la LPers (art. 128a) a pour conséquence que le chapitre XII de la LPers ne sera plus composé d'un seul article. Il est donc nécessaire d'introduire, pour l'actuel article 128, un titre médian intitulé « partenaires reconnus ».

### Article 128a (nouveau) Contribution de soutien facultative

#### Alinéa 1

La contribution est prélevée auprès du personnel engagé pour une durée indéterminée. Le personnel engagé pour une durée déterminée n'est ainsi pas soumis à cette disposition. La contribution est versée en faveur uniquement de la FEDE, à l'exclusion de toute autre association de personnel. La contribution est facultative (cf. alinéa 3).

#### Alinéa 2

La contribution sert à financer une partie des frais administratifs de la FEDE. Le financement de celle-ci continue à être assuré par le versement d'une cotisation des membres actifs faisant partie des associations de la FEDE et par une subvention annuelle de l'Etat, actuellement de 20 000 francs.

#### Alinéa 3

Cette disposition traduit le fait que l'acceptation du collaborateur ou de la collaboratrice de verser la contribution est présumée, à moins que le collaborateur ou la collaboratrice n'exprime expressément son refus.

#### Alinéa 4

Les détails sur le montant, le mode de perception ainsi que le délai et la forme de la déclaration de refus seront réglés dans les dispositions d'exécution. S'agissant du montant, la FEDE soutient une participation de 2 francs par mois (cf. FEDE-INFO no 16).

## 4. CONCLUSION

Nous vous invitons dès lors à adopter le présent projet de modification de la LPers.

### BOTSCHAFT Nr. 270 des Staatsrats an den Grossen Rat zum Gesetz zur Änderung des Gesetzes über das Staatspersonal

27. Juni 2006

Wir unterbreiten Ihnen hiermit einen Gesetzesentwurf zur Änderung des Gesetzes vom 17. Oktober 2001 über das Staatspersonal (StPG; SGF 122.70.1). Diese Botschaft ist wie folgt gegliedert:

#### 1. Allgemeines

- 1.1 Ausgangslage
- 1.2 Vernehmlassungsentwurf
- 1.3 Allgemeiner Inhalt des Gesetzesentwurfs

## **2. Folgen und andere Aspekte der Vorlage (Art. 66 GRRG)**

### **3. Kommentar der Bestimmungen**

### **4. Schluss**

## **1. ALLGEMEINES**

### **1.1 Ausgangslage**

Im Jahr 2003 reichte der Dachverband des Personals öffentlicher Dienste des Kantons Freiburg (die FEDE) bei der Delegation des Staatsrates für Personalfragen einen Antrag ein, um ein ständiges System zur Finanzierung der FEDE einführen zu können, das auf einem «Solidaritätsbeitrag» beruht, der vom Staatspersonal entrichtet würde, und zwar unabhängig von der Mitgliedschaft in einem Personalverband. Die FEDE begründete ihren Antrag damit, dass gegenwärtig kaum eine professionelle Vertretung der Interessen des Staatspersonals gewährleistet werden kann. Sie machte auch geltend, dass die Ergebnisse der Verhandlungen zwischen der FEDE und dem Arbeitgeber Staat auch denjenigen Mitarbeiterinnen und Mitarbeitern zugute kommen, die im Gegensatz zu den Mitgliedern der in der FEDE zusammengeschlossenen Personalverbände nicht zum Funktionieren der FEDE beigetragen haben. Die Delegation des Staatsrates für Personalfragen war der Ansicht, dass die Argumente der FEDE für ein Eintreten auf diesen Vorschlag sprächen. So führte das Amt für Personal und Organisation (POA) im Auftrag der Delegation des Staatsrates eine rechtliche Prüfung durch und kam zum Schluss, dass die Einführung eines «Solidaritätsbeitrags» nach den Vorstellungen der FEDE eine Rechtsgrundlage im formellen Sinne erfordert, also eine Änderung des StPG.

Das POA hat somit einen ersten Vorentwurf einer formellen Rechtsgrundlage erarbeitet und darin den Grundsatz eines freiwilligen Solidaritätsbeitrags des Personals zugunsten der vom Staatsrat als Vernehmlassungs- oder Verhandlungspartner anerkannten Personalverbände verankert. Im Juni 2005 wurde eine erste informelle Vernehmlassung durchgeführt, an der die FEDE und die Vereinigung der Magistraten und höheren Beamten der Kantonsverwaltung Freiburg (die Vereinigung) teilnahmen. Die Vereinigung erklärte sich mit dem Grundsatz nicht einverstanden. Sie erklärte, ihre Mitglieder bezahlten einen Beitrag unabhängig vom Staat, und dieses System sei ausreichend und völlig zufrieden stellend. Ihrer Ansicht nach mische sich der Staat mit diesem Vorhaben in die Tätigkeiten der Personalverbände ein. Demzufolge wollte sie nicht als Nutzniesserin dieses Beitrags aufgeführt werden. Die FEDE hingegen erklärte sich weitgehend einverstanden mit der Vorlage.

### **1.2 Vernehmlassungsentwurf**

Auf der Grundlage der Ergebnisse dieser informellen Vernehmlassung ermächtigte der Staatsrat am 10. Oktober 2005 die Finanzdirektion, den Vorentwurf eines neuen Artikels 128a StPG in die Vernehmlassung zu schicken. Der in die Vernehmlassung geschickte Vorentwurf sah einen grundsätzlich freiwilligen Solidaritätsbeitrag vor, der automatisch vom Gehalt abgezogen würde. Die Mitarbeiterinnen und Mitarbeiter sollten es jedoch mit einer schriftlichen Erklärung ablehnen können, diesen Beitrag zu bezahlen. Der Vernehmlassungsentwurf basierte also auf dem grundsätzlich vorausgesetzten Einverständnis der Mitarbeiterinnen und Mitarbeiter. Die

Vernehmlassung dauerte von November 2005 bis Ende Januar 2006. Gemäss Artikel 123 Abs. 2 StPG wurde die Vorlage bei den Direktionen, den Anstalten, den Dienststellen und den Personalverbänden und über diese beim Personal in die Vernehmlassung geschickt. Die Chefinnen und Chefs der konsultierten Einheiten (Verwaltungseinheiten und administrativ zugewiesene Einheiten) wurden darauf aufmerksam gemacht, dass sie ihre Mitarbeiterinnen und Mitarbeiter fragen müssen, ob sie mit dem Solidaritätsbeitrag und den Modalitäten einverstanden sind. Die Antworten der einzelnen Einheiten auf diese Vernehmlassung sollten die unterschiedlichen Ansichten und die Mehrheitstendenz erkennbar machen.

Die Beteiligung des Personals an dieser Vernehmlassung war nicht sehr zufrieden stellend. Einige Verwaltungseinheiten haben ihr Personal nicht eigentlich befragt, sondern einfach die Stellungnahme der Leitung der Dienststelle oder der eingesetzten Personalkommission abgegeben. In den Sektoren, in denen alle Mitarbeiterinnen und Mitarbeiter effektiv einzeln befragt wurden (was insbesondere beim Lehrpersonal der Fall war, das der Direktion für Erziehung, Kultur und Sport untersteht), war die Beteiligungsrate oft nicht genügend hoch, um wirklich für das gesamte Personal repräsentativ zu sein.

Trotzdem liess sich grundsätzlich eine Tendenz zugunsten des Solidaritätsbeitrags erkennen. Hinsichtlich der Bezugsmodalitäten gingen die Ansichten stärker auseinander. Kritisiert wurde von vielen, dass das Einverständnis des Personals vorausgesetzt wird und eine ausdrückliche Erklärung abgegeben werden muss, wenn man nicht damit einverstanden ist. Andere bemängelten die Bezeichnung «Solidaritätsbeitrag». Es wurde vorgeschlagen, diesen Beitrag stattdessen «Unterstützungsbeitrag» zu nennen. Einige Vernehmlassungsteilnehmer schlugen auch vor, statt der Einführung eines Solidaritätsbeitrags die jährliche Subvention des Staates zugunsten der FEDE zu erhöhen. Ein Vernehmlassungsteilnehmer und eine Minderheit der ständigen beratenden Kommission für Personalfragen waren dafür, als Alternative auf ein Personalkommissionssystem zurückzugreifen. Eine solche Kommission wäre dann Partnerin des Staatsrates und der Delegation des Staatsrates für Personalfragen in den Vernehmlassungen und den «Diskussionen/ Verhandlungen» mit dem Personal.

### **1.3 Allgemeiner Inhalt des Gesetzesentwurfs**

Der vorliegende Entwurf trägt den Vernehmlassungsergebnissen Rechnung. Er stellt den Grundsatz eines freiwilligen Unterstützungsbeitrags auf. Dieser Beitrag wird automatisch auf den Gehältern des Personals erhoben. Wer damit jedoch nicht einverstanden ist, kann die Beitragszahlung mit einer schriftlichen Erklärung ablehnen. Das Einverständnis zur Beitragszahlung wird also vorausgesetzt. Die Höhe des Beitrags sowie die Zahlungsmodalitäten werden im Personalreglement geregelt.

Dieser Unterstützungsbeitrag hat folgende Vorteile:

- 1) Die FEDE erhält eine unabhängige Struktur und kann so ihren Fortbestand sichern.
- 2) Dadurch profitiert das gesamte Staatspersonal direkt und regelmässig von den Ergebnissen der Verhandlungen zwischen der FEDE und dem Staatsrat (z.B. Teuerungsausgleich).
- 3) Das gesamte Staatspersonal beteiligt sich an der Finanzierung der FEDE, während heute nur die Mitglie-

der eines der FEDE angeschlossenen Verbands dazu beitragen. Zugegebenermassen ist die jetzige Situation insofern stossend, als eine Mehrheit des Staatspersonals ohne jegliche Unterstützung und Anstrengung von dem profitiert, was eine Minderheit erreicht hat. Der Unterstützungsbeitrag wird dem ein Ende setzen.

- 4) Die Jahresbeiträge der Verbandsmitglieder sollten gesenkt werden können.

Der vorliegende Entwurf hält zudem die Datenschutzvorschriften ein. Um den Bezug dieses Beitrags werden sich nämlich das POA und die Personalfachstellen kümmern. Alle für den Bezug des Beitrags erforderlichen Daten, bei denen es sich um besonders schützenswerte Personendaten handelt, werden vertraulich behandelt. Es wird keine Personaldatei angelegt, die Auskunft darüber gibt, wer mit der Beitragszahlung einverstanden ist und wer nicht. Es werden auch keine Auskünfte über den Bezug dieses Beitrags an Dritte erteilt. Die FEDE wird lediglich einen Gesamtbetrag erhalten, ohne die Namen der Personen zu sehen, die mit der Bezahlung des Beitrags einverstanden waren. In der Ausführungsregelung soll dann auch erwähnt werden, dass der Datenschutz beim Bezug des Beitrags gewahrt wird.

## **2. FOLGEN UND ANDERE ASPEKTE DER VORLAGE (ART. 66 GRRG)**

Für die Arbeit, die in Zusammenhang mit dem Bezug dieses Beitrags beim POA und den Personalfachstellen anfällt, sollte kein zusätzliches Personal nötig sein. Es handelt sich aber um neue Leistungen, die von den Staatsdiensten zu erbringen sind und die zusammen mit anderen diesen Dienststellen übertragenen Aufgaben die Schaffung zusätzlicher Stellen erforderlich machen könnten.

Der vorliegende Entwurf ist im Hinblick auf die Aufgabenteilung Staat-Gemeinden unproblematisch.

Er ist auch verfassungskonform, unter Einhaltung insbesondere der Artikel 12 (Achtung der Privatsphäre) und 15 (Glaubens- und Gewissensfreiheit) der neuen Kantonsverfassung, insofern als beim Bezug des Beitrags der Datenschutz gewahrt wird. Auch Artikel 23 wird eingehalten (Vereinigungsfreiheit): Der vorliegende Entwurf führt nämlich einerseits eine formelle Rechtsgrundlage ein, begründet aber andererseits keine Pflicht für das Personal, einer Vereinigung anzugehören oder den Unterstützungsbeitrag zu bezahlen.

Schliesslich steht dieser Entwurf auch in Übereinstimmung mit dem Europarecht.

## **3. KOMMENTAR DER BESTIMMUNGEN**

### **Artikel 128 Artikelüberschrift (neu)**

Anerkannte Sozialpartner

Mit der Einführung eines neuen Artikels in das StPG (Art. 128a) besteht das 12. Kapitel nicht mehr nur aus einem Artikel. Für den geltenden Artikel 128 ist somit eine Artikelüberschrift vorzusehen, und zwar «Anerkannte Sozialpartner».

### **Artikel 128a (neu)**

**Freiwilliger  
Unterstützungsbeitrag**

#### **Absatz 1**

Der Beitrag wird von den Mitarbeiterinnen und Mitarbeitern eingefordert, die mit einem unbefristeten Arbeitsvertrag angestellt sind. Für das mit befristetem Vertrag angestellte Personal gilt diese Bestimmung also nicht. Der Beitrag kommt ausschliesslich der FEDE zugute, keinem anderen Personalverband. Der Beitrag ist freiwillig (s. Abs. 3).

#### **Absatz 2**

Mit dem Beitrag wird ein Teil der Verwaltungskosten der FEDE finanziert. Die Finanzierung läuft ansonsten weiterhin über die Beiträge der Aktivmitglieder der in der FEDE zusammengeschlossenen Verbände und über die jährliche Subvention des Staates von gegenwärtig 20 000 Franken.

#### **Absatz 3**

Diese Bestimmung bringt zum Ausdruck, dass das Einverständnis der Mitarbeiterinnen und Mitarbeiter vorausgesetzt wird, sofern diese die Beitragszahlung nicht ausdrücklich ablehnen.

#### **Absatz 4**

Die Einzelheiten in Bezug auf Beitragshöhe und Zahlungsart sowie Form der Ablehnungserklärung und Einreichungsfrist werden in den Ausführungsbestimmungen geregelt. Was die Höhe des Beitrags betrifft, so ist die FEDE für einen Beitrag von 2 Franken pro Monat (s. FEDE-INFO Nr. 16).

## **4. SCHLUSS**

Wir laden Sie ein, diesen Entwurf zur Änderung des StPG anzunehmen.

**Loi**

*du*

**modifiant la loi sur le personnel de l'Etat**

---

*Le Grand Conseil du canton de Fribourg*

Vu le message du Conseil d'Etat du 27 juin 2006;  
Sur la proposition de cette autorité,

*Décrète:*

**Art. 1**

La loi du 17 octobre 2001 sur le personnel de l'Etat (LPers; RSF 122.70.1) est modifiée comme il suit:

**Art. 128 titre médian (nouveau)**

Partenaires reconnus

**Art. 128a (nouveau)** Contribution de soutien facultative

<sup>1</sup> Le collaborateur ou la collaboratrice engagé-e pour une période indéterminée est appelé-e à verser facultativement une contribution annuelle de soutien en faveur de la Fédération des associations du personnel des services publics du canton de Fribourg.

<sup>2</sup> La contribution sert à financer une partie des frais administratifs de la Fédération en tant que partenaire reconnu au sens de l'article 128.

<sup>3</sup> La contribution est prélevée automatiquement sur le traitement. Elle est présumée acceptée, à moins que le collaborateur ou la collaboratrice n'exprime expressément son refus.

<sup>4</sup> Les dispositions d'exécution fixent le montant et le mode de perception de la contribution ainsi que le délai et la forme de la déclaration de refus.

**Gesetz**

*vom*

**zur Änderung des Gesetzes über das Staatspersonal**

---

*Der Grosse Rat des Kantons Freiburg*

nach Einsicht in die Botschaft des Staatsrats vom 27. Juni 2006;  
auf Antrag dieser Behörde,

*beschliesst:*

**Art. 1**

Das Gesetz vom 17. Oktober 2001 über das Staatspersonal (StPG; SGF 122.70.1) wird wie folgt geändert:

**Art. 128 Artikelüberschrift (neu)**

Anerkannte Sozialpartner

**Art. 128a (neu)** Freiwilliger Unterstützungsbeitrag

<sup>1</sup> Die mit unbefristetem Vertrag angestellten Mitarbeiterinnen und Mitarbeiter entrichten einen freiwilligen jährlichen Unterstützungsbeitrag zugunsten des Dachverbands des Personals öffentlicher Dienste des Kantons Freiburg.

<sup>2</sup> Mit diesem Beitrag wird ein Teil der Verwaltungskosten des im Sinne von Artikel 128 als Sozialpartner anerkannten Dachverbands finanziert.

<sup>3</sup> Der Beitrag wird automatisch vom Gehalt abgezogen. Das Einverständnis der Mitarbeiterin oder des Mitarbeiters wird vorausgesetzt, sofern diese oder dieser die Beitragszahlung nicht ausdrücklich ablehnt.

<sup>4</sup> Die Beitragshöhe und die Zahlungsart sowie die Form der Ablehnungserklärung und die Frist für die Einreichung werden in den Ausführungsbestimmungen geregelt.

**Art. 2**

Le Conseil d'Etat fixe la date d'entrée en vigueur de la présente loi.

**Art. 2**

Der Staatsrat bestimmt das Inkrafttreten dieses Gesetzes.